

## **PREMIERE PARTIE : CONCEPTS ET APPROCHE THEORIQUE**

Avant toute analyse, il est nécessaire de présenter les différents concepts et définitions qui serviront de base pour l'approche empirique. Cette première partie contient deux chapitres dont le premier renseigne sur les concepts et les définitions de l'investissement public. Le second chapitre parle de l'approche théorique concernant le lien entre investissement public et croissance.

### **CHAPITRE I : Concepts et définitions**

Dans notre étude de l'impact du PIP sur la croissance, connaître les généralités sur l'investissement public est utile pour comprendre l'essence de l'investissement et la nécessité de l'intervention étatique dans une économie. A la fin de ce chapitre, on sera en mesure de bien comprendre les deux notions de notre thème.

#### **SECTION I : Généralité sur l'investissement public**

Pour bien saisir l'essence de l'investissement public, dans cette section, il sera possible d'aller assez loin dans l'analyse des concepts économiques de l'investissement. Le terme « public » nous amène à décrire l'Etat, c'est-à-dire son budget. En effet, c'est celui-ci qui régit le financement et la gestion de l'investissement public.

##### **1. Définition et typologie de l'investissement**

En se bornant au point de vue économique, l'investissement se définit comme « une opération, due généralement à l'intervention active d'un agent humain, qui a pour objectif de créer un capital <sup>1</sup>» Il est différent des consommations intermédiaires car elles sont détruites dans le processus de production. Il transforme ainsi l'argent liquide en argent immobilisé pour accroître les moyens de production, et améliorer le rendement ; bref, pour augmenter le patrimoine des agents.

---

<sup>1</sup>PRADEL P.M. 1959, « *L'épargne et l'investissement* », Presses universitaires de France

## 1.1 Définition comptable

Dans le système de la comptabilité malgache, l'investissement se définit comme « toute acquisition de moyens de production par les agents économiques dans le but de maintenir ou développer le capital-les agents considérés peuvent être les entreprises, l'administration, les ménages ». <sup>2</sup>L'ensemble de ces opérations constituent la Formation Brute de Capital Fixe. C'est l'investissement brut, le premier flux dans le stock de capital. Mais à part ça, le capital, au fur et à mesure qu'on l'utilise, s'use et perd sa valeur d'origine. Ainsi, il se caractérise aussi par l'usure, l'obsolescence et la perte de valeur, c'est l'amortissement. D'où l'investissement net s'écrit comme suit :

Investissement net = investissement brut – amortissement

Mais plus tard, à cause de l'apparition du progrès technique, les concepts d'investissement brut et net deviennent moins précis. Une machine usée ne sera plus remplacée par une machine de même type mais par une machine plus moderne, qui sera plus productive. En cas de progrès technique, il faut donc admettre que l'investissement net est à la fois constitué du volume des investissements nouveaux et de l'augmentation de productivité.

Le niveau d'investissement total dans une économie est mesuré par la formation brute de capital fixe qui représente les acquisitions d'actifs corporels et incorporels réalisés par les producteurs résidents. Elle peut être scindée en deux : FBCF privée et FBCF publique. Les investisseurs peuvent être les entreprises, l'administration mais aussi les ménages car acquérir des logements est considéré comme un investissement. Ainsi, l'investissement peut être mesuré par le taux d'investissement égal au rapport de la FBCF et du PIB. Ce ratio mesure la part du PIB consacrée à l'investissement.

## 1.2 Typologie

Dans la classification, il faut d'abord différencier investissement matériel et immatériel. Le premier met l'accent sur les dépenses consacrées à l'acquisition des biens de production physique. Quant à l'investissement immatériel, il s'agit des dépenses consacrées aux formations, à la publicité, à la Recherche et Développement. On peut distinguer trois sortes d'investissement :

---

<sup>2</sup> ROMALAHY Mande IsaoraZefania et RAJAMARISON Laza, Août 2008, « Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar, volet économique : analyse économétrique », p10

- L'investissement de remplacement : l'achat des biens dans le processus de production des entreprises pour compenser leur usure.
- L'investissement de capacité : pour augmenter la capacité à produire d'une entreprise, par l'achat des machines supplémentaires par exemple.
- L'investissement de productivité : pour hausser la productivité.

Un investissement peut à la fois appartenir à ces trois types. Mais, il faut noter que les déterminants pour chaque type d'investissement sont différents. Cette affirmation sera expliquée clairement par le point suivant vu d'un point de vue macroéconomique.

## 2. Déterminants de l'investissement

### 2.1 Déterminants financiers

Les déterminants financiers s'expliquent surtout par l'important rôle joué par le taux d'intérêt. Selon KEYNES, la décision d'investir dépend de la comparaison que l'on fait entre l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt. Cette efficacité marginale du capital traduit le rendement de l'investissement espéré par l'utilisateur durant sa durée d'utilisation. En d'autres termes, c'est le rapport entre les bénéfices actualisés attendus par les investisseurs et l'ensemble des dépenses qu'ils engagent. La hausse du taux d'intérêt décourage les agents à investir. Au contraire, si le rendement de l'investissement est supérieur au coût, il y aura une opportunité financière pour investir. En théorie donc, la baisse du taux d'intérêt fait augmenter l'investissement tandis que la hausse le fait baisser.

### 2.2 Incidence sur la demande

En termes macroéconomiques, l'investissement est une composante de la demande globale, comme la consommation et les exportations. Selon KEYNES, l'anticipation de la demande par les entrepreneurs joue un rôle important dans la détermination de l'investissement à cause de **principe d'accélération** selon lequel, une augmentation de la demande entraîne une augmentation plus forte de l'investissement.

### 2.3 Incidence sur l'offre

Outre cette demande anticipée, l'investissement peut aussi être vu du côté de l'offre. En effet, il accroît, quantitativement (investissement de capacité) et qualitativement

(investissement de remplacement), les capacités de production de l'économie. Ainsi, il agit directement sur l'offre. La décision d'investir peut être fonction des possibilités de son financement, des coûts des facteurs de production, capital et travail.

### 3. Investissement public

#### 3.1 Notion de bien collectif

Lorsque nous considérons les différents biens présents dans l'économie, il est nécessaire de les regrouper en deux caractéristiques :

- Exclusion d'usage : propriété d'un bien telle qu'il est possible d'empêcher un individu de l'utiliser. Il y a donc des individus susceptibles de ne pas avoir accès aux biens.
- Rivalité : propriété d'un bien telle que l'usage de ce bien par un individu diminue aussi l'usage de ce bien par un autre individu.

En tenant compte de ces deux critères, on peut classer les biens selon quatre catégories :

**Tableau 1** Classification des biens

	Exclusion	Non exclusion
Rivalité	Biens et services privés	Biens et services mixtes de 1 <sup>ère</sup> catégorie
Non rivalité	Biens et services mixtes de 2 <sup>ème</sup> catégorie	Biens et services publics

*Source : Principes de l'économie*

Dans notre étude, ce qui nous intéresse ce sont les biens et services publics. Selon MUSGRAVE (1959)<sup>3</sup>, un bien collectif est un bien non excluable et non rival. Exemples : défense nationale, justice, lutte contre la pauvreté...La production de ces biens et services n'est pas compatible avec les activités des entreprises privées, ce qui justifie l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie pour les produire.

<sup>3</sup> MUSGRAVE Richard (1959) attribue trois fonctions principales de l'Etat : fonction d'allocation optimale de ressources, fonction de redistribution et fonction de stabilisation.

### 3.2 Programme d'Investissement Public

Généralement, l'investissement public est la formation brute de capital fixe réalisée par les administrations publiques (investissement en infrastructures physiques, investissement dans l'éducation, la santé...). Un investissement est qualifié de public s'il est réalisé par une entité publique et/ou destiné à la réalisation d'une mission de service public ou d'intérêt général.

Les investissements publics sont dirigés au sein du Programme d'Investissement Public. En fait, aucun projet d'investissement ne pourra être exécuté par l'Etat s'il n'est pas inscrit au PIP.

Le PIP se définit comme l'ensemble des projets conçus par les Ministères techniques en vue du développement du pays, financés par l'Etat avec ses ressources propres internes, ses emprunts et dons reçus de divers pays ou organisations. Il comprend :

- les dépenses d'investissement, les dépenses d'entretien routier comme le Fonds d'Entretien Routier ou FER et les dépenses courantes sur les financements extérieurs affectés à des projets
- les dépenses sur les financements intérieurs
- les dépenses sur autofinancement des budgets annexes
- les dépenses sur autofinancement des Entreprises publiques
- les dépenses sur ressources propres des collectivités décentralisées
- les autres financements internes constitués grâce aux contributions des populations.

Le financement, la gestion et le fonctionnement du PIP sont régis dans le budget de l'Etat qu'on va développer ci-dessus.

### 4. Budget de l'Etat

Le budget de l'Etat constitue un ensemble de documents qui prévoient et autorisent les charges et les ressources de l'Etat. Il existe deux sortes de budget dans la Loi de finances : le budget de fonctionnement et le budget d'investissement.

La mise en place du budget doit suivre les cinq principes suivants :

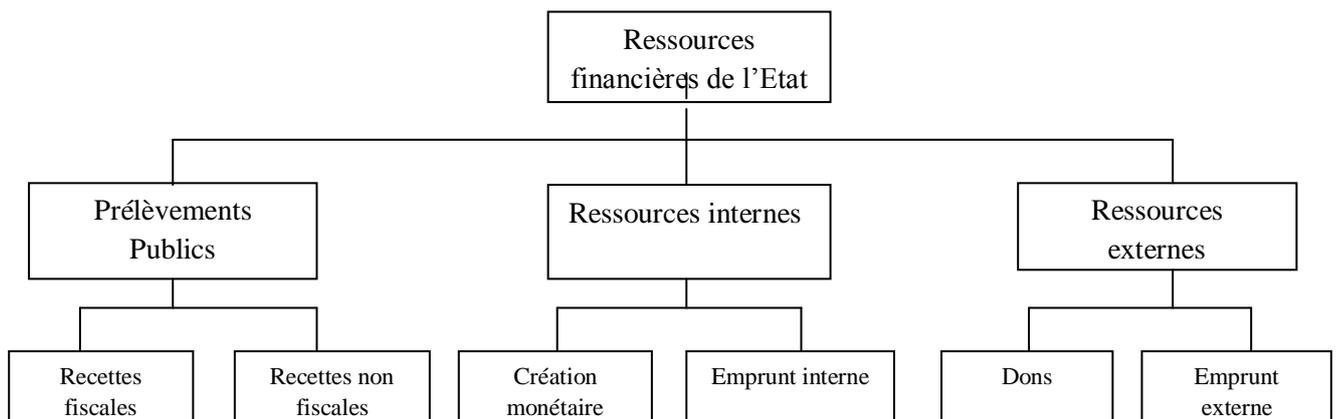
- le principe de l'annualité pour lequel la loi de finances est établie chaque année et pour une année.

- le principe de l'unicité dit que le budget est mis dans un seul document (loi de finances).
- le principe de l'universalité qui suit la règle du produit brut et la règle de non affectation des recettes aux dépenses. La première règle signifie que les ressources et les charges de l'Etat sont inscrites pour leur montant intégral. La seconde veut qu'aucune recette ne soit affectée à une dépense.
- le principe de la spécialité pour lequel les crédits ouverts par la Loi Organique sur la loi de finances sont regroupés par ministère, par mission et par programme.
- le principe de sincérité implique une bonne évaluation et une sincère estimation des ressources et charges de l'Etat.

#### 4.1 Les ressources de l'Etat

Les recettes de l'Etat peuvent être schématisées de la manière suivante :

**Figure 1** Schéma des recettes publiques



*Les recettes fiscales* sont composées des impôts directs, des impôts indirects et des recettes douanières. Les différentes lois et règles régissant l'impôt rentrent dans le cadre de la fiscalité. Les différents impôts sont les impôts sur le revenu et les bénéfices (impôt sur les bénéfices des sociétés, impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, impôt général sur le revenu des personnes physiques), les impôts sur la propriété (impôt foncier sur les terrains), les taxes sur les biens et services, les impôts sur le commerce. Un impôt est direct s'il est directement payé par les contribuables. Par contre, il est indirect lorsqu'il est répercuté seulement sur le consommateur. Par exemple, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

*Les recettes non fiscales* retracent les recettes avec contrepartie : les amendes, la confiscation, les redevances, les donations privées, les subventions, les recettes issues des biens et services publics (recettes publicitaires de la TVM, des CSB...)

*La création monétaire* par l'Etat se matérialise par le marché des Bons de Trésor par Adjudication, et la planche à billet.

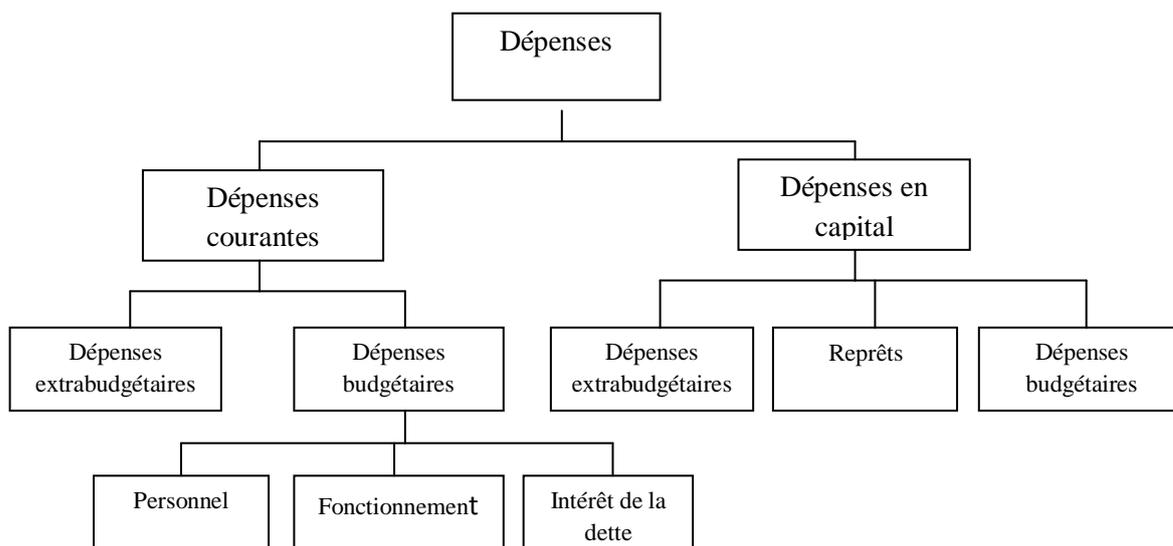
*L'emprunt interne* est constitué par les arriérés et les émissions des titres. Les arriérés sont les dettes de l'Etat dont le paiement est retardé.

*Les ressources externes* peuvent être des prêts ou des dons provenant de l'étranger. Il y a l'Aide Publique au Développement (APD) et les autres apports du service public (AASP). La différence entre les deux est que la première vise le développement et est composée de prêts concessionnels et des dons, contrairement au second. En effet, les AASP sont les prêts liés à la Défense militaire...

#### 4.2 Les dépenses publiques

Ce sont les charges engagées par l'Etat, qui peuvent être schématisées comme suit :

**Figure 2** Schéma des dépenses publiques



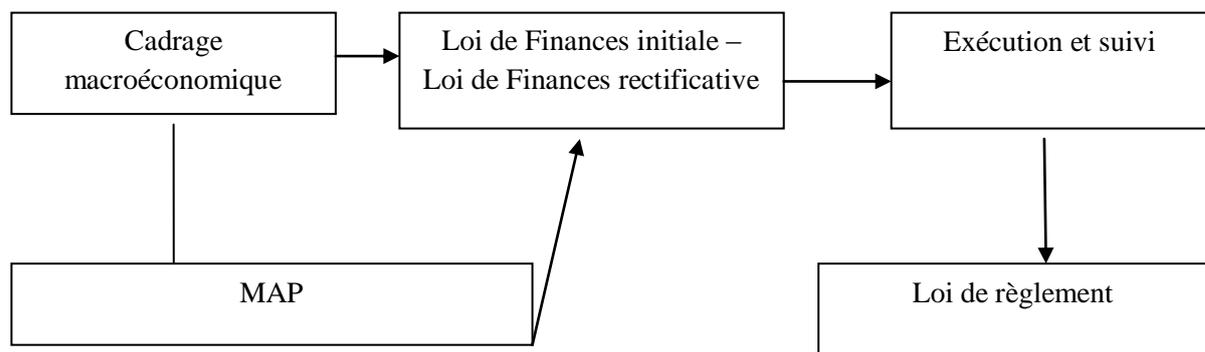
*Les dépenses courantes* sont composées par les dépenses pour salaires et traitements, les dépenses pour achat des biens et services, les dépenses de transferts (bourses d'étude, subventions) et les intérêts de la dette publique.

*Les dépenses en capital* appelées aussi dépenses d'investissement sont consacrées à la construction des infrastructures publiques (bâtiments, écoles, routes...), c'est-à-dire aux investissements publics. Le Fonds National de Développement et d'Equipement (FNDE), le fonds de contre valeur (FCV), les reprêts, l'autofinancement des Entreprises publiques ainsi que les interventions sociales et économiques en cas de cataclysmes naturels ou lutte contre la famine en font aussi partie.

### 5. Présentation simplifiée de la Loi Organique sur les Lois de Finances (LOLF)

Selon l'Ordonnance n°92-025 du 8 Juillet 1992, la loi de finances détermine la nature et le montant des charges et des ressources de l'Etat. Elle peut être catégorisée en trois : la loi de finances initiale qui fait objet d'une modification au cours de l'année et la loi de règlement qui active le processus budgétaire. En appliquant ces trois catégories, le processus budgétaire peut se présenter par la figure ci-dessous :

**Figure 3** Présentation simplifiée du processus budgétaire



Source : MFB/DGB, p9

La loi portant la Loi de finances change chaque année mais sa structure reste la même :

- Exposé des motifs contenant le contexte, les perspectives économiques et financières du pays
- Les détails juridiques et réglementaires appliqués
- Le budget à proposer
- L'Equilibre général (le tableau d'équilibre général est représenté en Ann

Le budget sert ainsi d'outil aux pouvoirs publics pour agir sur l'économie afin de réaliser ses objectifs de croissance.

## **SECTION II : Croissance**

La croissance économique est l'un des quatre objectifs de la politique économique. Elle se trouve au cœur des préoccupations quotidiennes de tout pays. Son étude s'avère indispensable pour comprendre son importance et pour repérer les conditions favorables à son déroulement.

### 1. Notions de croissance en sciences économiques

#### 1.1 Définition

La croissance traduit la variation quantitative, durable, autoentretenu et non réversible de la production des biens et services. Elle est différente de l'expansion, qui est la hausse des biens et services à court terme.

Selon François PERROUX, la croissance désigne « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes d'un indicateur de dimension ; pour la nation : le produit global net ou brut en termes réels ». On parle alors d'un phénomène quantitatif. Et, il ne faut pas la confondre avec le développement qui, selon lui, est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». C'est en revanche une évolution qualitative d'un pays et se traduit par la transformation des structures économiques et sociales. La croissance est une condition nécessaire au développement mais non suffisante.

Pour Simon KUZNETS (Prix Nobel 1971) la croissance signifie plutôt l'amélioration du niveau de vie des habitants, mesuré par le revenu national par habitants (PIB/tête par exemple). Quant au développement, il combine la croissance économique auto-entretenu, les modifications des structures économiques et le progrès technologique.

#### 1.2 Mesure de la croissance

La richesse d'un pays se calcule à l'aide du Produit Intérieur Brut. Dans la comptabilité nationale, il s'agit d'un agrégat qui mesure la production totale en valeurs

réalisées sur un territoire donné pendant une période donnée par les agents économiques résidents.

Le produit est intérieur car il fait référence aux unités productrices résidentes que ce soient des entreprises étrangères ou des administrations. C'est le Produit National Brut (PNB) qui tient compte de la nationalité. En effet, le PNB est égal au PIB ajouté des revenus reçus de l'étranger retranché des revenus versés à l'étranger. Il s'agit de la somme des valeurs ajoutées des agents économiques nationaux se trouvant sur le territoire national ou à l'étranger.

Le produit est brut car on ne retire pas les amortissements.

Outre le PIB total, il reste à noter l'importance du PIB par habitant. Effectivement, il faut que le taux de croissance de cet indicateur dépasse le taux de croissance démographique pour qu'il y ait élévation du niveau de vie matérielle.

Le calcul du PIB peut se faire sous trois optiques :

- Optique de production

$\text{PIB} = \text{somme des valeurs ajoutées des unités résidentes} + \text{impôts sur les biens et services (TVA, DD...)} - \text{subventions}$

- Optique des dépenses

$\text{PIB} = \text{Consommation finale} + \text{FBCF} + \text{Variation de stocks} + \text{Exportations} - \text{Importations}$

- Optique des revenus

$\text{PIB} = \text{rémunérations des salariés} + \text{autres impôts sur la production} + \text{EBE} - \text{subvention.}$

## 2. Les limites de la croissance

### 2.1 PIB : indicateur peu pertinent

Toutefois, le PIB, - qui reste jusqu'à nos jours l'indicateur voire la référence pour juger les progrès d'une société - présente nombreuses limites :

- Il ne mesure pas le bénévolat, le travail domestique et l'économie souterraine ou le travail au noir, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas déclaré mais qui crée des richesses,

comme les activités illégales et la plupart des activités du secteur informel à Madagascar.

- Il n'indique pas comment la valeur ajoutée d'un pays est répartie. Par exemple, quand il y a un accident de la route, la valeur ajoutée des garagistes, des dépanneurs et des hôpitaux augmentent.
- Il ne reflète pas les inégalités parce que le PIB par habitant n'invoque pas la répartition des richesses.
- Par ailleurs, la production non marchande c'est-à-dire la création des biens et services à titre gratuit ou onéreux, effectuée surtout par l'Etat est souvent sous-évaluée.
- Il se peut que la croissance de la production s'accompagne des déséquilibres économiques, telles que le chômage, la pauvreté, l'exclusion, la hausse des inégalités... Mais ces dernières ne sont pas reflétées dans le PIB.

Bref, nous pouvons dire que cet agrégat n'est pas un bon indicateur pour évaluer la création de richesses d'un pays. Il peut être assez élevé sans que la situation de chacun ne s'améliore. La richesse d'une nation n'est pas seulement les richesses matérielles qu'elle réussit à produire mais aussi celles qu'elle a accumulées. Pour faire face à ces multiples faiblesses du PIB, le PNUD a créé dans les années 90 l'Indice de Développement Humain ou IDH.

## 2.2 Croissance et écologie

L'activité économique a un impact néfaste sur l'environnement comme la destruction de la couche d'ozone, le réchauffement climatique à cause de l'émission de gaz à effet de serre, l'épuisement des ressources naturelles... Selon l'approche de la décroissance, la seule solution est produire et consommer moins. Ainsi croissance et écologie sont deux phénomènes inconciliables.

Après cette brève présentation des concepts, on peut se poser la question de savoir quelle est la place de l'investissement public face à l'objectif de croissance. Dans le chapitre qui suit, on va approfondir théoriquement ce lien entre intervention publique et croissance du PIB.